



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/1997/87
2 juillet 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Session de fond de 1997
Genève, 30 juin-25 juillet 1997
Point 7 d) de l'ordre du jour provisoire

RAPPORTS, CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DES ORGANES SUBSIDIAIRES :
QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME

Application du Programme d'action pour la troisième Décennie
de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale

Rapport du Secrétaire général

RÉSUMÉ

Par sa résolution 48/91 du 20 décembre 1993, l'Assemblée générale a décidé de proclamer une troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, commençant en 1993, et a adopté le Programme d'action pour la troisième Décennie.

À sa quarante-neuvième session, l'Assemblée générale a révisé le Programme d'action et a adopté la résolution 49/146, dans laquelle elle priait le Secrétaire général de présenter au Conseil économique et social un rapport annuel détaillé sur toutes les activités des organismes des Nations Unies et des institutions spécialisées, contenant une analyse des informations reçues sur les activités qui concernent la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, ainsi que des informations reçues par le Haut Commissaire des Nations Unies et aux droits de l'homme et le Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme sur les activités entreprises ou envisagées par les gouvernements et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales dans le cadre de la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale.

Le présent rapport fait suite à la demande de l'Assemblée générale.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
INTRODUCTION	1 - 4	4
I. MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME D'ACTION PAR LE SYSTÈME DES NATIONS UNIES	5 - 40	4
A. Commission des droits de l'homme	5 - 12	4
B. Comité pour l'élimination de la discrimination raciale	13 - 14	6
C. Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale	15 - 18	7
D. Activités entreprises par le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et le Centre des droits de l'homme conformément au Programme d'action pour la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale	19 - 21	7
E. Activités menées par Les organismes et institutions spécialisées des Nations Unies . .	22 - 40	8
II. MESURES PRISES PAR LES GOUVERNEMENTS	41 - 50	13
Turquie	41 - 50	13
III. MESURES PRISES PAR LES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES	51 - 53	16
Union européenne	51 - 53	16
IV. ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES	54 - 66	16
A. Mouvement international contre toutes les formes de discrimination et de racisme (MIDRA) .	54 - 57	16
B. National Association of Women Lawyers	58 - 60	17
C. Jeunesse ouvrière chrétienne internationale . .	61	18
D. Organisation internationale pour le progrès . .	62	18
E. Fédération mondiale de la jeunesse démocratique	63 - 66	18

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
V. ÉTAT DU FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE POUR LE PROGRAMME D'ACTION POUR LA TROISIÈME DÉCENNIE DE LA LUTTE CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION RACIALE	67 - 69	19
VI. CONCLUSIONS	70 - 73	20
<u>Annexes</u>		
I. SITUATION DU FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE POUR LE PROGRAMME D'ACTION POUR LA DÉCENNIE DE LA LUTTE CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION RACIALE		22
II. MESSAGE DU PRÉSIDENT DU BANGLADESH À L'OCCASION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE POUR L'ÉLIMINATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE		24
III. DÉCLARATION DES ONG À L'OCCASION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE POUR L'ÉLIMINATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE (21 MARS 1997) .		25

INTRODUCTION

1. Le présent rapport est présenté conformément au paragraphe 20 de la résolution 51/81 de l'Assemblée générale, par laquelle elle priait le Secrétaire général de présenter au Conseil économique et social un rapport annuel détaillé sur toutes les activités des organismes des Nations Unies et des institutions spécialisées, contenant une analyse des informations reçues sur les activités qui concernent la lutte contre le racisme et la discrimination raciale.

2. Par la même résolution, l'Assemblée générale invitait tous les gouvernements, les organismes des Nations Unies, les institutions spécialisées et les autres organisations intergouvernementales, ainsi que les organisations non gouvernementales intéressées dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, à participer pleinement aux activités de la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, conformément au Programme d'action révisé pour la troisième Décennie (1993-2003), adopté par l'Assemblée générale dans sa résolution 49/146.

3. Dans la même résolution également, l'Assemblée invitait la Commission des droits de l'homme à envisager à titre prioritaire, à sa cinquante-troisième session, la possibilité de tenir une conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et les autres formes contemporaines d'intolérance qui y sont associées et à lui faire les recommandations voulues à sa cinquante-deuxième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social.

4. Le présent rapport contient des informations sur la mise en oeuvre du Programme d'action par les organismes et les institutions spécialisées des Nations Unies, ainsi que des informations reçues des gouvernements et des organisations non gouvernementales.

I. MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME D'ACTION PAR LE SYSTÈME DES NATIONS UNIES

A. Commission des droits de l'homme

5. À sa cinquante-troisième session, la Commission des droits de l'homme a examiné le Programme d'action pour la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Dans sa résolution 1997/73, la Commission condamnait catégoriquement le rôle, quel qu'il soit, que jouent certains organes de presse et certains médias audiovisuels ou électroniques dans l'incitation aux actes de violence motivés par la haine raciale et, se félicitant de la proclamation par l'Union européenne de l'année 1997 Année européenne contre le racisme, recommandait aux États d'accorder la priorité à l'éducation en tant que moyen essentiel de prévenir et d'éliminer le racisme et la discrimination raciale et de susciter une prise de conscience des principes des droits de l'homme, en particulier parmi les jeunes, ainsi qu'à la formation du personnel chargé de l'application des lois, notamment par la promotion de la tolérance et du respect de la diversité culturelle.

6. Dans sa résolution 1997/74, la Commission recommandait à l'Assemblée générale d'envisager tous les moyens de financer le Programme d'action pour la

/...

troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, notamment par le budget ordinaire de l'Organisation.

7. La Commission a prié le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de tenir dûment compte, dans le cadre de la restructuration du Centre pour les droits de l'homme, des appels lancés à maintes reprises par l'Assemblée générale et le Conseil économique et social pour que soit créé, au sein du Centre, un mécanisme de coordination de toutes les activités de la troisième Décennie avant qu'elles soient réalisées par les Nations Unies.

8. La Commission a accueilli avec satisfaction la tenue, du 9 au 13 septembre 1996 à Genève, d'un séminaire d'évaluation de l'application de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, eu égard en particulier aux articles 4 et 6, et a pris note de ses conclusions et recommandations (E/CN.4/1997/68/Add.1, par. 121 à 123).

9. La Commission a également accueilli avec satisfaction la publication, par le Centre pour les droits de l'homme, d'une Législation type servant de ligne directrice aux États pour l'adoption et le développement de lois interdisant la discrimination raciale (HR/PUB/96/2), et a invité les gouvernements à en tenir compte pour promulguer de nouvelles lois contre la discrimination raciale.

10. La Commission a décidé de recommander à l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, de convoquer, au plus tard en 2001, une conférence mondiale contre le racisme et la discrimination raciale, dont les principaux objectifs seront les suivants :

a) Examiner les progrès accomplis dans la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, notamment depuis l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et de réévaluer les obstacles qui s'opposent à de nouveaux progrès et les moyens de les surmonter;

b) Étudier les moyens de mieux garantir l'application des normes en vigueur et des instruments mis en place pour combattre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée;

c) Faire mieux comprendre le fléau que représentent le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée;

d) Formuler des recommandations concrètes sur les moyens d'accroître l'efficacité des activités et des mécanismes des Nations Unies dans le cadre de programmes visant à combattre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée;

e) Étudier les facteurs politiques, historiques, économiques, sociaux, culturels et autres qui conduisent au racisme, à la discrimination raciale, à la xénophobie et à l'intolérance qui est associée;

f) Formuler des recommandations concrètes pour l'adoption de nouvelles mesures aux niveaux national, régional et international visant à combattre

/...

toutes les formes de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée;

g) Élaborer des recommandations concrètes pour garantir que les Nations Unies disposent des ressources financières et autres nécessaires pour lutter contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée.

11. Il a été en outre recommandé à l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, de décider que la Commission des droits de l'homme fasse fonction de comité préparatoire de la conférence mondiale et que ses débats soient ouverts à la pleine participation de tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et aux membres des institutions spécialisées, ainsi qu'à la participation d'observateurs conformément à l'usage établi; et de prier les gouvernements, les institutions spécialisées, d'autres organisations internationales, les organes des Nations Unies concernés, les organisations régionales, les organisations non gouvernementales actives dans le domaine des droits de l'homme, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et d'intolérance qui y est associée, et d'autres mécanismes dans le domaine des droits de l'homme, d'aider le comité préparatoire, d'entreprendre des études et de soumettre des recommandations concernant la conférence et ses préparatifs au comité préparatoire, par l'intermédiaire du Secrétaire général et de participer activement à la conférence.

12. Enfin, la Commission a recommandé à l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, d'engager les États et les organisations régionales à tenir des réunions nationales ou régionales ou à prendre d'autres mesures pour préparer la conférence mondiale, et de prier les réunions préparatoires régionales de présenter des rapports au comité préparatoire, par l'intermédiaire du Secrétaire général, sur les résultats de leurs délibérations, notamment des recommandations concrètes pour combattre le racisme, la discrimination raciale et d'autres formes d'intolérance qui y sont associées.

B. Comité pour l'élimination de la discrimination raciale

13. À sa quarante-neuvième session, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a tenu une réunion avec la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, qui relève de la Commission des droits de l'homme. Il a été proposé d'entreprendre une étude commune sur l'article 7 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Il a également été proposé que cette étude soit mise en rapport avec les cours de formation et les études relatives à l'éducation qui sont menées dans le cadre de la mise en oeuvre du Programme d'action pour la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, étant donné que ces deux questions sont étroitement liées. Enfin, il a été décidé de charger deux membres de chaque organe d'établir un document de travail (sans incidences financières) et que le Centre pour les droits de l'homme servirait d'organe de coordination.

14. Le Comité continue de penser qu'il pourrait contribuer de façon importante à la troisième Décennie en améliorant la façon dont il examine les rapports périodiques présentés par les États parties. Il a par conséquent continué à mettre au point une procédure qui s'applique aux pays dont les rapports accusent un retard important, et qui consiste à procéder à un examen de la situation dans ces pays en se fondant sur le dernier rapport qui lui a été présenté. L'expérience du Comité montre que l'application d'une telle procédure aux États parties les incite de plus en plus souvent à présenter leurs rapports restés en suspens.

C. Journée internationale pour l'élimination
de la discrimination raciale

15. La célébration de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, le 21 mars 1997, a été organisée par le Service de l'information des Nations Unies en coopération avec le Centre pour les droits de l'homme. Des questions importantes ont été abordées par le Secrétaire général et les personnalités qui ont pris part à une table ronde ayant pour thème "Halte au racisme anti-immigrés". Dans son message, le Secrétaire général a souligné qu'il était essentiel que la communauté internationale poursuive ses efforts en vue de lutter contre le racisme et la discrimination raciale avec persévérance et détermination.

16. Le Secrétaire général a souligné que beaucoup restait à faire, compte tenu des bouleversements politiques et technologiques à l'échelle de la planète, qui ont engendré l'incertitude économique et sociale. Il considérait que le racisme et la discrimination raciale continuaient de diviser les peuples et les nations et que la communauté internationale devait dès lors réaffirmer sa volonté d'éliminer toutes les formes de discrimination, comme elle l'avait fait lors de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, tenue à Vienne en 1993.

17. Au cours de cette table ronde, les débats étaient menés par Mme Thérèse Gastaut, Directrice du Service de l'information de l'ONU. Les autres orateurs étaient M. Vladimir Petrovsky, Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève; M. Miroslav Somol, Ambassadeur (République tchèque), Président de la cinquante-troisième session de la Commission des droits de l'homme; M. Michael Sherifis, membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale; M. Stéphane Hessel, Ambassadeur (France); et M. Adama Dieng, Secrétaire général de la Commission internationale de juristes.

18. Des représentants du corps diplomatique accrédités auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des représentants d'organisations non gouvernementales ont participé à la table ronde.

D. Activités entreprises par le Haut Commissaire des
Nations Unies aux droits de l'homme et le Centre
des droits de l'homme conformément au Programme
d'action pour la troisième Décennie de la lutte
contre le racisme et la discrimination raciale

19. Le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et le Centre pour les droits de l'homme ont organisé, du 9 au 13 septembre 1996, un séminaire consacré à l'évaluation de la mise en oeuvre de la Convention internationale sur

l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, et en particulier de ses articles 4 et 6 (voir E/CN.4/1997/68/Add.1).

20. Un séminaire sur l'immigration, le racisme et la discrimination raciale, dont l'objectif était d'étudier les différentes formes de racisme et de discrimination raciale dont les immigrés font l'objet à notre époque s'est tenu à l'Office des Nations Unies à Genève du 5 au 9 mai 1997. Les thèmes suivants y ont été abordés : mondialisation et immigration; formes et manifestations contemporaines de racisme et de discrimination raciale à l'égard des immigrés; protection des immigrés au niveau international; protection des immigrés au niveau national; protection des immigrés contre la discrimination sur le plan de l'emploi [activités relevant de l'Organisation internationale du Travail (OIT)]; non-discrimination envers les immigrants sur le plan de l'admission et du droit de résidence; et intégration et préservation de l'identité culturelle des immigrés dans le pays d'accueil.

21. Le séminaire a conclu notamment que l'immigration devait être envisagée comme un phénomène positif, dans la mesure où elle fait partie intégrante du processus actuel de mondialisation de l'économie. Il a souligné la contradiction fondamentale entre les restrictions sans cesse plus nombreuses qui entravent la libre circulation des individus et des flux de capitaux et de services que préconisent les sociétés transnationales et les institutions financières internationales. Le séminaire a recommandé aussi que les États adhèrent à la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, ainsi qu'aux conventions pertinentes de l'OIT, dont les Conventions Nos 97 et 143. Il conviendrait de mener, à l'échelon mondial, une campagne d'information, d'éducation et de sensibilisation en faveur de l'entrée en vigueur de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille. Le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et le Centre pour les droits de l'homme devraient jouer à cet égard un rôle de facilitateur. Le rapport sur les travaux du Séminaire devrait être mis à la disposition du Conseil.

E. Activités menées par les organismes et institutions spécialisées des Nations Unies

1. Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)

22. La Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) qui s'est tenue à Istanbul en juin 1996 a adopté le Programme pour l'habitat, qui aborde notamment la question de la discrimination raciale, et qui affirme que :

"Pour édifier des établissements humains équitables, il faut que tous leurs habitants, sans discrimination d'aucune sorte concernant la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, les convictions politiques ou autres, l'origine nationale ou sociale, la fortune, la naissance ou tout autre statut, aient un accès égal au logement, aux infrastructures, aux services de santé, à la nourriture et à l'eau en quantités suffisantes, à l'éducation et aux espaces libres. Ces

/...

établissements offrent en outre des possibilités égales de choisir librement des moyens d'existence productifs ainsi qu'un accès égal aux ressources économiques, y compris le droit d'hériter, d'être propriétaire de biens fonciers et d'autres biens, d'avoir accès au crédit, d'utiliser les ressources naturelles et de disposer de technologies appropriées; ils assurent les mêmes chances de s'épanouir sur les plans personnel, spirituel, religieux, culturel et social, et de participer au processus décisionnel public; ils garantissent l'égalité des droits et obligations en ce qui concerne la conservation et l'utilisation des ressources naturelles et du patrimoine culturel et l'égalité d'accès aux mécanismes chargés d'assurer le respect de ces droits. Il est fondamental, pour assurer un développement durable des établissements humains, de donner aux femmes les moyens d'agir et de leur permettre de participer, sur un pied d'égalité, à tous les aspects de la vie de la société, tant dans les zones rurales qu'en milieu urbain" (A/CONF.165/14, chap. I, par. 27).

La santé humaine et la qualité de la vie sont au coeur des efforts visant à développer des établissements humains durables. Nous nous engageons donc à favoriser et à atteindre les objectifs qui constituent l'accès de tous, sur un pied d'égalité, à une éducation de qualité, l'accès au niveau le plus élevé possible en matière de santé physique et mentale et d'hygiène du milieu et l'accès aux soins de santé primaires pour tous dans des conditions d'égalité, en déployant des efforts particuliers pour remédier aux inégalités liées aux conditions sociales et économiques, notamment en ce qui concerne le logement, sans distinction aucune fondée sur la race, l'origine nationale, le sexe, l'âge ou un handicap, ainsi qu'en respectant et en servant nos cultures tant communes que particulières (A/CONF.165/14, chap. I, par. 36)".

2. Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW)

23. L'INSTRAW élabore un manuel de formation à l'intention du personnel chargé de l'accueil des victimes de violences sexistes. Ce manuel met notamment en évidence la situation des femmes qui subissent en outre des violences à connotation raciste, et qui sont ainsi victimes d'une double discrimination.

24. L'INSTRAW a accueilli avec satisfaction la proposition visant à convoquer une conférence mondiale sur la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et les formes d'intolérance qui y sont associées. Cette conférence devrait prendre en considération la question de la double discrimination dont souffrent de nombreuses femmes dans le monde, victimes à la fois d'une discrimination fondée sur leur sexe et sur leur race.

3. Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

25. Le PNUE a indiqué que les questions relatives aux populations autochtones figuraient en bonne place dans les discussions menées lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement et dans les instruments adoptés à cette occasion, à savoir la Déclaration de Rio, Action 21, la

/...

Convention sur la diversité biologique et les principes relatifs aux forêts. Les facteurs permettant d'expliquer cette reconnaissance sans précédent de l'importance des connaissances dont les populations autochtones sont dépositaires et de leur participation ont pour origine l'accent qui a été mis sur la participation des collectivités locales aux décisions négociées, la notion très générale d'interdépendance et l'action des nombreux groupes autochtones qui ont participé à ces négociations au niveau international.

26. Les difficultés rencontrées par les populations autochtones sont abordées dans différentes sections de la Convention sur la diversité biologique, et plus précisément à l'article 8 j), qui dispose que chaque Partie contractante, dans la mesure du possible et selon qu'il conviendra, "sous réserve des dispositions de sa législation nationale, respecte, préserve et maintient les connaissances, innovations et pratiques des communautés autochtones et locales qui incarnent des modes de vie traditionnels présentant un intérêt pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique et en favorise l'application sur une plus grande échelle, avec l'accord et la participation des dépositaires de ces connaissances, innovations et pratiques et encourage le partage équitable des avantages découlant de l'utilisation de ces connaissances, innovations et pratiques".

27. Conformément à l'esprit de cet article, le PNUE, dans le cadre de son rôle d'agent d'exécution pour le Fonds pour l'environnement mondial, a convoqué une réunion consultative avec les représentants des communautés autochtones et locales, afin d'encourager une démarche partant de la base pour la mise en oeuvre de l'article 8 j) de la Convention. Cette réunion a permis d'établir un dialogue entre le PNUE et le Fonds pour l'environnement mondial et les communautés autochtones et locales, de mieux comprendre leurs besoins et de dresser une liste de projets qui pourraient être menés dans des domaines où le Fonds pourrait les aider à contribuer activement à la mise en oeuvre de l'article 8 j) de la Convention. Les résultats de cette réunion aideront à organiser des ateliers régionaux grâce à une subvention du fonds à l'appui de la mise en oeuvre de l'article 8 j) de la Convention.

4. Organisation internationale du Travail (OIT)

28. L'OIT a fait savoir qu'elle était disposée à envisager le meilleur moyen de contribuer à l'organisation d'une éventuelle conférence mondiale sur la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et les autres formes contemporaines d'intolérance qui y sont associées, et de souligner en particulier l'importance de la ratification et de la mise en oeuvre des normes de l'OIT relatives aux droits de l'homme fondamentaux à cet égard. L'OIT a d'autre part acquis une expérience pratique dans ce domaine. Au Guatemala, elle a contribué, en coopération avec l'ONU, au maintien et à la consolidation de la paix dans une situation au demeurant très tendue sur le plan racial.

29. Comme le mentionne le rapport du Secrétaire général (A/51/536), l'Étude spéciale sur l'égalité dans l'emploi et la profession relative à la Convention No 111 a été récemment examinée par la Commission de l'application des normes de la Conférence. L'objectif de la Convention No 111 est de protéger toute personne contre la discrimination en matière d'emploi ou de profession, pour des motifs liés, entre autres, à la race, à la religion, à l'ascendance nationale ou

à l'origine sociale et prévoit la possibilité d'étendre sa protection aux questions liées à la discrimination fondée sur d'autres critères.

30. Afin de préciser la teneur et la portée de la Convention No 111 de l'OIT, l'Étude spéciale fait observer que les mots "race" ou "racisme" sont généralement utilisés pour désigner des communautés linguistiques ou des minorités dont l'identité repose sur des caractéristiques religieuses ou culturelles, voire sur l'ascendance nationale. La notion d'ascendance nationale se rapporte aux distinctions entre citoyens d'un même pays, fondée sur le lieu de naissance, l'ascendance familiale ou l'origine géographique. Elle permet d'exercer une discrimination à l'égard de personnes qui sont ressortissantes d'un pays, mais qui en ont acquis la citoyenneté par naturalisation, qui sont descendantes d'immigrants ou qui appartiennent à des groupes vivant dans le même État mais dont l'ascendance nationale est différente. En ce qui concerne les discriminations fondées sur la religion, elles visent généralement l'absence de conviction religieuse, ou la croyance en d'autres valeurs morales, ou sont liées à l'absence de liberté de culte, ou à l'intolérance. Enfin, la discrimination raciale peut aussi être fondée sur l'origine sociale, en particulier dans les pays où les classes ou les castes déterminent les chances d'un individu sur le plan de l'emploi ou de la profession.

31. Dans la Convention, les mots "emploi" et "profession" recouvrent l'accès à la formation professionnelle, à l'emploi et aux différentes professions, ainsi que les conditions d'emploi. La Convention dispose notamment que nulle forme de discrimination sur le plan de l'engagement, de la formation, de la promotion ou du maintien en fonction d'un travailleur, ou encore sur le plan des conditions d'emploi ne doit être exercée ou tolérée par les employeurs.

32. Le paragraphe 2 de l'article 5 de la Convention prévoit des mesures spéciales destinées à tenir compte des besoins particuliers de certaines personnes. Les mesures adoptées en faveur des minorités ethniques et d'autres groupes sociaux visent à garantir aux populations autochtones et tribales un traitement favorable sur le plan de l'accès à l'enseignement et de l'emploi dans le secteur public ou privé. Ces mesures de protection peuvent se présenter sous des formes diverses, telles que des quotas garantissant les droits de ces populations en fonction de leur importance numérique ou, dans certains cas, peuvent prendre la forme de programmes axés sur l'éducation, la formation et l'emploi, proposés sans quotas fixes, afin d'élargir les possibilités offertes aux personnes appartenant aux minorités sur le plan de l'emploi.

33. Les conclusions du rapport adopté par la Conférence internationale du travail à sa quatre-vingt-troisième session affirment que la race, la couleur, l'ascendance nationale, la religion, l'origine sociale et l'opinion politique sont les motifs de discrimination les plus fréquents dans les sociétés qui sont en proie à des bouleversements ou des changements d'ordre politique et économique. Dans certains pays, les taux de chômage ont fortement augmenté au sein des minorités ethniques et, en période de récession économique, les minorités et les autres groupes défavorisés connaissent plus de difficultés sur le marché de l'emploi que les autres groupes. La Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations a invité les États Membres qui ne l'auraient pas encore fait à ratifier la Convention, et ceux qui l'auraient déjà intégrée à leurs obligations internationales, à faire tout ce qui est en

leur pouvoir pour en appliquer les principes, tant dans la lettre que dans l'esprit.

34. En ce qui concerne les propositions visant à élargir la protection qu'offre la Convention No 111 de l'OIT, le Comité a recommandé à son organe directeur et à la Conférence internationale du travail d'envisager d'adopter un protocole additionnel à la Convention, qui viseraient des discriminations exercées pour d'autres motifs que ceux déjà définis par la Convention. Le Comité a proposé que les critères établis à cet effet incluent notamment la langue et la nationalité. Le Comité a également proposé d'inclure dans ce protocole une disposition stipulant que, dans les cas de discrimination, la charge de prouver que le traitement défavorable incriminé était causé par l'un quelconque des motifs visés par la Convention incombe à la personne à laquelle la discrimination est reprochée, à partir du moment où la plainte est accompagnée d'indices plausibles ou manifestes de discrimination.

5. Département de l'information

35. Le Département de l'information du Secrétariat de l'ONU s'emploie, dans le cadre de ses programmes et activités, à mieux faire connaître l'action menée par l'Organisation dans le domaine des droits de l'homme. Ses activités consistent notamment à produire des matériaux d'information sous forme imprimée, des programmes de radio et de télévision, des films et des photos; à organiser des expositions; à assurer la couverture médiatique des réunions intergouvernementales consacrées aux questions relatives aux droits de l'homme; à tenir des conférences de presse et des séances d'information; à assurer la liaison avec les médias qui organisent des manifestations extraordinaires et d'autres activités; et à collaborer avec les organisations non gouvernementales.

36. Les produits du Département de l'information visent principalement les médias, les organisations non gouvernementales, les hauts fonctionnaires, les décideurs, les étudiants et les éducateurs. Des informations sont également diffusées auprès du public par le canal des organisations non gouvernementales, notamment les institutions éducatives et culturelles, ainsi que les organisations religieuses et autres.

37. Le Département exécute des programmes portant sur des thèmes précis afin d'appeler l'attention sur les activités menées par l'Organisation. Des informations sur le rôle et les activités de l'Organisation sont également diffusées par des émissions de radio et de télévision, qui sont produits dans différentes langues par le Département et retransmis par les stations de radio et de télévision du monde entier. Par exemple, depuis le début de la Décennie, la radio des Nations Unies a produit plus de 50 reportages sur la discrimination raciale, dans les six langues officielles de l'ONU et dans des langues non officielles telles que le bengali, le néerlandais, l'hindi, l'indonésien, le swahili, le portugais, le turc et l'urdu. Des reportages radiophoniques seront produits tout au long de la Décennie, dans le cadre de l'émission hebdomadaire d'une durée de 15 minutes que le Département diffuse en 15 langues.

38. Plusieurs des programmes de télévision intitulés "UN in Action", qui sont produits en anglais par le Département pour l'émission CNN World Report et traduits dans d'autres langues afin d'en assurer une diffusion plus large,

/...

portaient sur des sujets touchant les droits de l'homme. Les programmes de CNN sont retransmis dans plus de 120 pays.

39. Le réseau que constituent les 68 centres et services d'information des Nations Unies et les huit offices des Nations Unies a joué un rôle important pour la promotion des objectifs de la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Les centres et les services s'emploient sans relâche à diffuser des informations qu'ils reçoivent du Siège. Ils organisent ou coparrainent des manifestations, des réunions, des assemblées publiques et des séances d'information; prennent part à des séminaires, des ateliers, des tables rondes et des conférences; et accordent des interviews aux médias.

40. Tout au long de la Décennie, le Département de l'information continuera de diffuser, par le biais de la presse, de la radio et de la télévision, des informations sur les travaux de la Commission des droits de l'homme et de ses organes subsidiaires, et d'accorder une attention particulière aux questions concernant le racisme dans le cadre de ses activités, notamment de promotion.

II. MESURES PRISES PAR LES GOUVERNEMENTS

Turquie

41. Le Gouvernement turc attache une importance particulière aux efforts menés en vue de revoir le Programme d'action pour la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et de faire en sorte que celui-ci soit plus efficace et orienté vers l'action. La Turquie note avec regret et préoccupation que la troisième Décennie pourrait se solder par un échec, tout comme les deux précédentes, les individus continuant d'être de plus en plus souvent victimes de formes nouvelles et insidieuses de racisme. Il va sans dire que si tel était le cas, cet échec représenterait un cuisant revers pour l'ONU sur cet aspect important des droits de l'homme.

42. La Turquie adhère sans réserve à toutes les dispositions de la résolution 51/81 de l'Assemblée générale, tout comme elle avait approuvé les résolutions précédentes portant sur la même question, qui ont été adoptées tant par la Commission des droits de l'homme que par l'Assemblée générale. En revanche, elle déplore le fait que jusqu'ici, seulement deux séminaires aient été organisés, alors que le Programme d'action prévoit d'en convoquer au moins 10 dans le cadre de la troisième Décennie, dans le but d'établir de nouvelles normes, d'envisager de nouvelles mesures et de sensibiliser l'opinion publique internationale.

43. La Turquie soutient la proposition de convoquer une troisième conférence mondiale sur le racisme, qui pourrait contribuer non seulement à une sensibilisation de l'opinion publique, qui fait cruellement défaut, mais aussi à évaluer les progrès réalisés sur le plan de la lutte contre le racisme, l'efficacité des méthodes employées jusqu'ici et, au besoin, à élaborer de nouvelles normes et instruments. Une telle conférence mondiale contribuerait au succès de la troisième Décennie.

/...

44. Le Gouvernement turc a également souligné que la recrudescence du racisme, de la xénophobie et de l'intolérance sous des formes nouvelles et insidieuses constituait une menace permanente pour le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Les formes contemporaines de racisme sont un danger important pour la paix et l'harmonie de nombreuses sociétés, en particulier en Europe. La recrudescence de racisme observée depuis les années 80 n'a pas nécessairement suivi le même cours que ses manifestations antérieures. Depuis la fin de l'apartheid, le racisme ne se retrouve plus de façon ostentatoire dans les politiques officielles, mais il reste, dans les sociétés multiculturelles, une réalité que les pouvoirs publics ne peuvent ignorer. Dans le monde contemporain, le racisme, au sens le plus large, qui recouvre la notion de xénophobie, est la manifestation d'un état d'esprit malfaisant, d'une psychologie morbide, qui amènent un homme à mépriser et maltraiter son prochain sans autre motif que celui de la différence physique.

45. Aujourd'hui, le mot "racisme", au sens général, recouvre des situations très diverses, qui peuvent être définies comme suit :

a) Cas isolés de violence ou de harcèlement à caractère raciste entre individus;

b) Pratiques discriminatoires individuelles dans différents domaines (emploi, logement, éducation, santé, etc.);

c) Discrimination ou incitation à la haine ou la violence raciale par la presse ou les médias audiovisuels ou électroniques;

d) Violence et harcèlement racistes organisés (partis politiques, groupes militants prenant une idéologie raciste, groupements paramilitaires);

e) Pratiques discriminatoires de la part d'agents de l'État;

f) Harcèlement ou violence de la part d'agents de l'État;

g) Dispositions législatives discriminatoires.

46. Cette classification n'est pas et ne pourra jamais être exhaustive, puisque le racisme est un phénomène qui évolue sans cesse pour s'adapter avec succès à des circonstances nouvelles. Les thèses racistes prétendent même défendre les droits de l'homme sous couleur de "relativisme culturel".

47. Au niveau international, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale reste le seul instrument qui cherche à élaborer une méthodologie et à mettre en place des institutions permettant de lutter collectivement contre le racisme. Sans préjuger de l'importance de la Convention, le Gouvernement turc pense qu'elle n'est plus en mesure de faire pièce au racisme d'aujourd'hui. Le contexte historique et politique de la création du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale se caractérisait par l'existence de politiques officielles de discrimination raciale et la ségrégation dans certains États qui s'étaient constitués à la suite de la décolonisation de l'Afrique australe. C'est pourquoi les dispositions de la Convention ne répondent plus aux préoccupations soulevées par

la lutte contre les formes contemporaines de racisme, en particulier celles que connaît actuellement l'Europe. Plus spécifiquement, le Comité est impuissant face aux manifestations de racisme à l'égard des étrangers. Le racisme en Afrique australe était dirigé contre les populations autochtones, tandis que celui qui touche l'Europe se manifeste sous la forme d'un courant xénophobe. De plus, le nombre d'États ayant accepté les dispositions de l'article 14 de la Convention est très limité, et le nombre de cas résolus grâce à l'action des mécanismes de surveillance est négligeable.

48. La communauté internationale devrait à présent envisager de nouvelles mesures pour lutter contre les manifestations actuelles de racisme, et concentrer ses efforts sur l'élaboration de plans à moyen ou à long terme afin de s'assurer que les conditions propices au développement et à la diffusion de thèses racistes ne seront pas à nouveau réunies.

49. Le Gouvernement turc juge le travail du Rapporteur spécial pertinent et utile. Celui-ci s'attaque courageusement aux causes profondes des problèmes qui se développent au sein de nos sociétés. Par conséquent, les recommandations et les conclusions formulées par lui devraient retenir l'attention des gouvernements. Elles devraient servir de principes directeurs en vue de l'adoption de mesures correctives. Le Rapporteur spécial souligne de façon éloquente dans ses rapports que les travailleurs migrants et leurs familles sont le groupe le plus touché par les formes contemporaines de racisme. Il souligne également que les autorités des États où continue de se développer le racisme à l'égard d'un groupe vulnérable sont généralement responsables de cette situation. Les politiques rigoureuses et discriminatoires en matière d'immigration ont pour effet de perpétuer le racisme. Le peu de zèle des gouvernements à intégrer les immigrants au sein de la société, notamment ceux qui vivent depuis plusieurs générations dans le pays et dont les descendants vivent dans un vide social et culturel explique pourquoi ces personnes sont toujours considérées comme des importuns dont le mode de vie perturbe la paix et la cohésion sociales. Il est dès lors regrettable que le gouvernement d'un pays européen continue d'imposer un visa spécial aux enfants de travailleurs immigrés, une pratique qui engendre parfois des situations inhumaines et tragiques, lorsque, par exemple, ces enfants sont séparés de leurs parents.

50. Le Rapporteur spécial a souligné qu'il importait de prendre des mesures correctives pour lutter contre l'incitation à la haine et à la violence raciale dans la presse et les médias audiovisuels ou électroniques. La question est alors de savoir où s'arrêtent les limites de la liberté d'opinion et d'expression et si cette liberté peut être invoquée dans le cas de propos racistes. De l'avis du Gouvernement turc, la diffusion d'idées fondées sur la supériorité ou la haine raciale doit être strictement réglementée. Le Gouvernement turc pense que la Commission des droits de l'homme doit accorder à l'avenir une attention particulière à cet aspect du racisme.

III. MESURES PRISES PAR LES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Union européenne

51. L'Union européenne a proclamé l'année 1997 "Année européenne contre le racisme", dans le prolongement d'une campagne ayant pour thème "Tous différents, tous égaux" menée dans l'ensemble des pays européens par le Conseil de l'Europe.

52. L'Année européenne contre le racisme vise avant tout à appeler l'attention sur le danger que fait peser le racisme sur la société et de mettre en évidence les mesures positives qui ont été prises pour lutter contre ce phénomène. Six objectifs ont été définis à cet effet : souligner la menace que font peser le racisme, la xénophobie et l'antisémitisme sur les droits de l'homme et la cohésion économique; susciter une réflexion et un débat sur les moyens qui permettraient de lutter contre le racisme; encourager l'échange de données d'expérience, de pratiques les plus performantes et de stratégies élaborées à tous les niveaux de la société pour lutter contre le racisme; diffuser des informations sur les meilleures pratiques et les stratégies les plus efficaces auprès des associations de lutte contre le racisme, afin de rendre leur action plus efficace; faire mieux comprendre les politiques d'intégration nationale, en particulier dans les domaines de l'emploi, de l'enseignement, de l'information et du logement; et enfin, tirer parti de l'expérience accumulée par les victimes du racisme et encourager leur intégration à la société.

53. La Conférence d'ouverture officielle de l'Année européenne contre le racisme s'est tenue à La Haye les 30 et 31 janvier 1997. Une série d'activités sont prévues dans les États membres de l'Union européenne et au niveau européen, notamment des projets menés au niveau local, des initiatives régionales, des campagnes nationales et des manifestations à caractère officiel.

IV. ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

A. Mouvement international contre toutes les formes de discrimination et de racisme (MIDRA)

54. Le Mouvement international contre toutes les formes de discrimination et de racisme (MIDRA) partage la préoccupation de l'ONU quant au fléau grandissant du racisme et de la discrimination raciale dans le monde et reconnaît à cet égard l'importance de la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, qui a débuté en 1993. Le MIDRA a accueilli avec satisfaction plusieurs des requêtes formulées par l'Assemblée générale dans sa résolution 51/81, et souhaite formuler les observations suivantes au sujet du texte de la résolution.

55. Le MIDRA note avec approbation que l'Assemblée générale a accordé une attention particulière à la situation des travailleurs migrants, des enfants appartenant à des minorités, en particulier les enfants des travailleurs migrants, et des populations autochtones. Cependant, il regrette que la résolution ne mentionne pas les travailleuses migrantes, qui sont victimes de discriminations multiples fondées sur le sexe et l'appartenance nationale ou l'origine ethnique, et qui n'ont généralement pas un statut juridique satisfaisant dans les pays d'accueil. Parmi elles, on compte une large

/...

proportion de femmes et de jeunes filles victimes de la traite, qui sont souvent considérées comme délinquantes par les pouvoirs publics, au mépris de leurs droits. Le MIDRA voudrait souligner que la traite des femmes à des fins de prostitution est notamment favorisée par une série de pratiques et attitudes discriminatoires ayant cours au sein de la communauté internationale contemporaine. La discrimination fondée sur le sexe est souvent dirigée contre des groupes sociaux précis, tels que les travailleuses migrantes, en particulier les travailleuses clandestines venues sans papiers de pays pauvres, souvent issues des populations autochtones. Les sociétés où les femmes appartenant aux groupes sociaux vulnérables sont exposées à des violences larvées de la part d'hommes appartenant à des groupes sociaux plus aisés peuvent être qualifiées de patriarcales et racistes.

56. La Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale constituait un document normatif important pour la mise en oeuvre du Programme d'action de la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Les institutions nationales et les organisations non gouvernementales nationales et locales ont un rôle essentiel à jouer pour la mise en oeuvre de la Convention et du Programme d'action. L'Assemblée générale devrait inviter non seulement les organisations non gouvernementales intéressées qui sont dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, mais aussi l'ensemble des organisations oeuvrant au niveau international et national, dont les organismes nationaux chargés des questions relatives aux droits de l'homme, de participer à la troisième Décennie. Cette pratique a été adoptée par l'ONU à l'occasion de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme et d'autres conférences et sommets mondiaux.

57. Il reste absolument nécessaire que les États acceptent et appliquent les normes internationales visant à lutter contre le racisme et la discrimination raciale et coopèrent étroitement avec les mécanismes de surveillance établis au niveau international. Bien que la Convention ait été ratifiée par 148 pays, le nombre de ceux ayant souscrit à l'article 14, qui autorise les individus ou les groupes d'individus qui jugent que les droits que leur confère la Convention ont été violés à soumettre une pétition au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, s'élève à 23 seulement. Il convient, durant la Décennie, d'accorder une attention prioritaire à la réalisation de l'objectif consistant à ce que davantage de pays acceptent l'article 14. De même, des efforts particuliers doivent être faits pour que davantage d'États ratifient la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, de façon à ce qu'elle entre en vigueur au cours de la présente Décennie.

B. National Association of Women Lawyers

58. La National Association of Women Lawyers (NAWL) considérait qu'une conférence mondiale sur le racisme serait une occasion excellente pour la communauté internationale de concentrer son attention de façon constructive sur les questions urgentes de discrimination raciale et de xénophobie sous toutes leurs formes.

59. Dans cette perspective, il était indispensable d'accorder une attention particulière à la situation des peuples autochtones dans le cadre de la mise en

oeuvre du Programme d'action pour la troisième Décennie de la lutte contre le racisme. Toute forme de racisme était odieuse, mais il était clair que les peuples autochtones souffraient souvent de façon disproportionnée du fait de leur manque de pouvoir politique. Cette discrimination avait des effets particulièrement destructeurs dans les communautés dont la culture avait été ravagée. Souvent, du fait de cette discrimination, ces peuples se voyaient dénier les droits juridiques les plus fondamentaux.

60. La NAWL considérait aussi que le suivi international de la discrimination raciale devait être considéré comme une priorité, en particulier dans les zones où vivaient des peuples autochtones ou des populations vivant sous occupation étrangère ou subissant un conflit armé ou d'autres formes de conflit.

C. Jeunesse ouvrière chrétienne internationale

61. Jeunesse ouvrière chrétienne internationale (JOCI) a appelé l'attention sur les mesures visant à protéger les droits des travailleurs et les travailleurs qui avaient été l'objet de discrimination économique. La communauté internationale était dans l'obligation morale d'éduquer les gens systématiquement sur cette question afin d'éviter à l'avenir toute manifestation de violence. La JOCI menait dans différents pays de petites campagnes locales, publiant et distribuant des affiches, organisant des discussions en petit groupe, effaçant les slogans racistes sur les chaussées et les murs, participant à des débats en vue de défendre les droits de l'homme là où ils étaient l'objet de discrimination et expliquant les causes profondes du problème.

D. Organisation internationale pour le progrès

62. L'Organisation internationale pour le progrès accorde une importance particulière à la convocation d'une conférence mondiale sur la lutte contre le racisme. Elle a indiqué que cette conférence devrait avoir une assise plus réduite que les précédentes conférences mondiales organisées par le système des Nations Unies. Il conviendrait d'en définir les thèmes avec précision et d'adopter une approche analytique avant d'élaborer les programmes et des déclarations politiques. Les organisations non gouvernementales devraient participer aux préparatifs de façon plus créatrice et plus systématique que cela n'avait été le cas pour la Conférence mondiale sur les droits de l'homme.

E. Fédération mondiale de la jeunesse démocratique

63. Lors de la célébration de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale (21 mars 1997), le Sous-Comité des ONG sur le racisme, la discrimination raciale et la décolonisation a organisé un forum. Le Forum s'est tenu au Palais des Nations, à Genève, parallèlement à la cinquante-troisième session de la Commission des droits de l'homme. Un grand nombre de représentants de Gouvernements, d'organes de l'ONU et d'organisations non gouvernementales (ONG) ont participé au Forum. La journée a été célébrée par des débats animés sur les deux thèmes suivants :

a) La Conférence mondiale sur la lutte contre le racisme (2001) dont la convocation est proposée;

b) L'Année européenne contre le racisme (1997).

64. Au cours du débat, il a été préconisé de mener une campagne mondiale en faveur de la convocation de la conférence mondiale proposée. Il a été suggéré de lancer la campagne en vue de recueillir les signatures d'organisations non gouvernementales demandant la convocation, dès que possible, de la conférence mondiale en question.

65. La question fondamentale était de savoir comment les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et les organisations de la société civile s'acquitteraient des obligations qui leur incombent en vertu de la Charte des Nations Unies. Un certain nombre d'instruments internationaux visant à lutter contre le racisme, tels que la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, les décennies internationales de lutte contre le racisme et la discrimination raciale, et la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale ont été mis en place. Les résultats escomptés n'avaient pas encore été obtenus. Au contraire, au nom de la liberté d'expression et d'association, les idées racistes se propageaient de plus en plus. Dans un nombre croissant de pays, des partis politiques ayant une idéologie raciste et chauvine occupaient de plus en plus de sièges dans les organes législatifs et administratifs de l'État. Les actes de violence à motivation raciste se multipliaient de façon inquiétante.

66. En conclusion, il a été décidé que la célébration de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale rappelait à tous les protagonistes dans le domaine des droits de l'homme les graves dangers que posait le phénomène pernicious du racisme sous toutes ses formes au bien-être de toutes les sociétés et à la jouissance des droits fondamentaux de l'homme.

V. ÉTAT DU FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE POUR LE PROGRAMME D'ACTION POUR LA TROISIÈME DÉCENNIE DE LA LUTTE CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION RACIALE

67. Au paragraphe 23 de sa résolution 51/81, l'Assemblée générale a demandé instamment à tous les gouvernements, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales et aux particuliers qui sont en mesure de le faire de verser des contributions généreuses pour le Programme d'action et a prié le Secrétaire général de continuer à prendre les contacts et les initiatives nécessaires pour les y encourager.

68. Le Fonds d'affectation spéciale pour le Programme d'action succède au Fonds créé en 1973 par l'Assemblée générale en application du paragraphe 17 du Programme d'action pour la première Décennie (figurant à l'annexe de la résolution 3057 (XXVIII) de l'Assemblée, en date du 2 novembre 1973) et réinstitué en 1983 dans le cadre du Programme d'action pour la deuxième Décennie (figurant à l'annexe de la résolution 38/14 de l'Assemblée, en date du 22 novembre 1983).

69. Les contributions versées par la communauté internationale au Fonds sont restées en deça des espérances. Pour cette raison, très peu d'activités prévues pour la période 1994-1997 ont été exécutées. Le Haut Commissaire et le Centre des droits de l'homme s'efforceront d'exécuter les activités prévues avec les ressources disponibles. On trouvera à l'annexe I un tableau reflétant la situation actuelle du Fonds.

VI. CONCLUSIONS

70. L'apport des différents organes et organisations des Nations Unies, des gouvernements, des organisations intergouvernementales et non gouvernementales à l'action menée dans le cadre de la troisième décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale témoigne des efforts concertés déployés à l'échelle mondiale pour s'attaquer à ces problèmes et leur trouver une solution durable.

71. Sur la base des communications reçues par le Secrétaire général et des délibérations de la Commission des droits de l'homme à sa cinquante-troisième session, il ressort que la tenue d'une conférence mondiale sur le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée a suscité un vif appui. Il apparaissait que les États Membres de l'Organisation, ainsi que les organisations non gouvernementales et autres organisations s'étaient mobilisées en vue d'imprimer un élan à la lutte contre le racisme et la discrimination raciale.

72. L'idée de tenir une troisième conférence mondiale sur le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée pouvait aussi être l'occasion d'imprimer un élan aux activités devant être entreprises prochainement dans le cadre de la troisième décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. À cette fin, les recommandations ci-après formulées par la Commission des droits de l'homme sont réitérées :

a) Il convient de fixer l'ordre du jour de la Conférence mondiale sur le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée en tenant compte de la nécessité de faire face de façon globale à toutes les formes de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie, ainsi qu'aux formes contemporaines d'intolérance qui y sont associées;

b) La Conférence mondiale sur le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée devrait être orientée vers l'action et mettre l'accent sur des mesures concrètes visant à éradiquer le racisme en tenant pleinement compte des instruments relatifs aux droits de l'homme existants;

c) La Commission des droits de l'homme devrait assumer les fonctions de Comité préparatoire de la Conférence mondiale sur le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée et les gouvernements, les institutions spécialisées, les organisations internationales, non gouvernementales et régionales, ainsi que les organes de l'ONU devraient prêter leur concours au Comité préparatoire et lui soumettre des recommandations.

73. Le Haut Commissaire/Centre des droits de l'homme devrait accorder la priorité – sous réserve des ressources financières et humaines disponibles – à l'organisation d'un séminaire sur le droit à l'égalité devant les tribunaux et les autres institutions judiciaires, y compris le droit à un dédommagement à raison de préjudices subis du fait de la discrimination. Un autre séminaire sur le rôle et la responsabilité des médias dans la lutte contre le racisme, en se référant expressément à la situation des immigrants et des membres de leur famille, va aussi bénéficier d'un rang de priorité élevé, conformément au Programme d'action.

Annexe I

SITUATION DU FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE POUR LE PROGRAMME
D'ACTION POUR LA DÉCENNIE DE LA LUTTE CONTRE LE RACISME ET
LA DISCRIMINATION RACIALE

État provisoire des recettes et des dépenses et réserves
et solde inutilisé pour l'exercice biennal terminé le
31 décembre 1996

(En dollars des États-Unis)

<u>Recettes</u>		<u>15 231</u>
TOTAL, RECETTES		<u>15 231</u>
<u>Dépenses</u>		
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses		<u>15 231</u>
RÉSERVES ET SOLDE INUTILISÉ AU DÉBUT DE LA PÉRIODE	<u>220 202</u>	
RÉSERVES ET SOLDE INUTILISÉ À LA FIN DE 1996		<u>235 433</u>
<u>État de l'actif, du passif, des réserves et du solde inutilisé, au 31 décembre 1996</u>		
<u>Actif</u>		
Dépôts à vue et dépôts à terme		233 670
Autres sommes à recevoir		<u>1 763</u>
TOTAL, ACTIF		<u>235 433</u>
<u>Passif</u>		
<u>Réserves et solde inutilisé</u>		
Excédent (déficit) cumulé	<u>235 433</u>	
TOTAL, RÉSERVES ET SOLDE INUTILISÉ		<u>235 433</u>
TOTAL, PASSIF, RÉSERVES ET SOLDE INUTILISÉ		<u>235 433</u>

Contributions reçues des gouvernements depuis la création du Fonds d'affectation spéciale jusqu'au 31 mai 1997^a

(En dollars des États-Unis)

Pays	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Allemagne	4 000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Autriche	..	1 000	..	..	..	..	..	5 000	..	..	..	..
Bahamas	..	..	500	500	..	..	..	..	..	..	..	..
Bangladesh	..	..	1 000	..	..	..	..	448 85	..	..	..	..
Belgique	1 500	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Cameroun	..	2 711	..	..	906	..	..	..	..	..	..	..
Canada	..	2 000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	10 000	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Danemark	8 000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Dominique	..	..	..	..	..	..	..	1 993	2 002	..	..	..
Espagne	1 000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Finlande	5 000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	10 000	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	2 500	..	..	..	..	..	..	..
Italie	..	4 000	..	10 000	..	..	..	..	..	..	..	..
Jamaïque	..	..	..	..	500	..	..	..	..	..	..	..
Jamahiriya arabe libyenne	..	..	..	..	10 000	..	..	..	6 000	..	..	..
Japon	..	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	5 934	..	..	..	..	..
Malaisie	..	..	..	..	..	..	..	500	..	..	..	..
Nigéria	..	..	..	..	..	..	..	..	..	2 000	..	..
Norvège	10 000	10 000	..	..	..	..	..	..	..	73 332	78 762	..
Pays-Bas	..	5 000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
République arabe syrienne	..	..	1 000	..	..	..	..	..	..	..	..	..
République de Corée	..	..	..	..	3 000	..	..	..	..	..	..	..
Saint-Vincent-et les Grenadines	..	..	..	..	..	..	..	1 000	..	..	..	..
Swaziland	..	..	..	..	760	..	..	..	..	..	..	..
Suède	5 000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	7 997	..
Thaïlande	..	..	..	..	..	..	..	1 000	..	..	..	..
Tunisie	..	..	..	..	..	2 000	..	..	2 000	..	..	..
TOTAL	34 500	34 711	32 500	20 500	27 666	12 000	15 934	19 941,85	20 002	85 332	96 759	10 000

^a Document établi sur la base des informations reçues par le Haut Commissaire/Centre pour les droits de l'homme.

Annexe II

MESSAGE DU PRÉSIDENT DU BANGLADESH À L'OCCASION DE
LA JOURNÉE INTERNATIONALE POUR L'ÉLIMINATION DE LA
DISCRIMINATION RACIALE

Le Gouvernement et le peuple bangladais se joignent à la communauté internationale pour célébrer la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, le 21 mars 1997.

La célébration de la Journée est l'occasion solennelle de rendre hommage aux victimes de la haine raciale et de réitérer notre engagement à l'égard de l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. On ne soulignera jamais assez que la discrimination entre des êtres humains fondée sur la race, la couleur ou l'origine ethnique est un obstacle aux relations amicales et pacifiques entre les nations et un facteur à même de troubler la paix et la sécurité entre les peuples ainsi que l'harmonie des personnes qui vivent côte à côte au sein d'un même État. La foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites, est consacrée dans la Charte des Nations Unies. Il ne saurait exister de justification dans le monde d'aujourd'hui pour toute forme de discrimination raciale.

À cette occasion, nous proclamons de nouveau que nous sommes tout acquis aux principes de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et aux dispositions de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale ainsi que du Programme d'action de la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Nous ne doutons point que la communauté internationale continuera d'agir de concert en vue de faire respecter la dignité, l'égalité et les droits inaliénables de tous les membres de la famille humaine afin de préserver et de promouvoir la liberté, la justice et la paix dans le monde.

Monsieur Shahabuddin Ahmed

Président du Bangladesh

Annexe III

DÉCLARATION DES ONG À L'OCCASION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE
POUR L'ÉLIMINATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE (21 MARS 1997)

Les ONG présentes au Forum tenu à Genève lors de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale sont profondément préoccupées par le fait que malgré les efforts déployés par la communauté internationale en vue d'éradiquer les phénomènes du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de la violence à motivation raciale, sous toutes leurs formes et manifestations, elles continuent d'exister sous différentes formes et d'affecter des gens dans de nombreux endroits du monde. À en juger par les incidents à motivation raciale et la réapparition de mouvements racistes et chauvins dans certaines parties du monde au cours des dernières années, il est clair que le racisme est un problème non seulement persistant mais aussi croissant.

Nous sommes pleinement conscients que la persistance et la montée du racisme menacent la stabilité des sociétés et sapent les valeurs que sont la tolérance et le pluralisme. L'Internet est devenu un instrument de diffusion de l'intolérance raciale. L'éradication de ces phénomènes pernicioeux nécessite des efforts nombreux et plus concertés de tous les membres de la communauté internationale ainsi que des institutions internationales et des organisations de la société civile concernées.

Nous sommes profondément préoccupés de voir que les principaux objectifs des deux dernières décennies parrainées par les Nations Unies en vue de lutter contre le racisme et la discrimination raciale n'ont pas été atteints du fait d'un manque d'intérêt manifeste et du peu d'empressement des États Membres de l'ONU à financer les activités envisagées au titre des décennies. Il en est ainsi malgré les appels et les résolutions répétées de l'Assemblée générale, de la Commission des droits de l'homme et de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités en faveur de la bonne application du Programme d'action de la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, adopté par l'Assemblée générale en 1993.

Nous regrettons vivement que dans ses rapports actuels, le Rapporteur spécial sur le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée ait déclaré qu'il continue de se heurter, dans l'exercice de son mandat, à l'insuffisance de ressources financières.

Nous notons avec appréciation les bons résultats de la première et de la deuxième Conférences mondiale contre le racisme et la discrimination raciale qui ont atteint leur principal objectif, l'élimination de l'apartheid en Afrique du Sud. La tenue d'une conférence mondiale contre le racisme sera un tournant dans la lutte contre ce phénomène sous toutes ses formes et manifestations. Nous appuyons pleinement la convocation d'une conférence mondiale contre le racisme parce qu'une telle conférence donnerait l'élan international nécessaire à la communauté mondiale et établirait un cadre pour la prise de mesures concrètes aux niveaux national et international. La convocation d'une conférence mondiale contre le racisme et la discrimination raciale dans un proche avenir enverrait un signal clair de détermination à la communauté

/...

mondiale en vue de faire face de façon décisive au fléau du racisme et serait l'occasion importante d'adopter une approche globale et d'élaborer les stratégies orientées vers l'action en vue de lutter contre le racisme et la discrimination raciale. Nous exhortons l'ONU à montrer la voie en convoquant cette conférence dès que possible et durant l'été de 1999 au plus tard.
